

## ARC-SUR-TILLE ET REMILLY-SUR-TILLE

# « Le plus dur ? Attendre les pompes funèbres à côté d'un jeune décédé »

Le sergent Michel Galimard, sapeur-pompier volontaire durant trente-deux ans (rattaché au centre de première intervention Arc-Remilly), a été promu adjudant honoraire, samedi 23 octobre, à Remilly-sur-Tille où il réside. Il nous confie souvenirs et anecdotes.

**M**ichel Galimard, vous souvenez-vous de votre première intervention ?

« Difficile de me souvenir... Il me semble que je suis intervenu sur un secours à personne, un arrêt cardiaque qui ne s'est pas bien terminé. Un arrêt cardiaque, s'il n'est pas pris en charge tout de suite, c'est difficile. »

**Qu'elle a été votre intervention la plus marquante ?**

« Celle qui m'a le plus marquée, c'est un accident de véhicule où je suis resté à côté d'un jeune décédé à attendre l'arrivée des pompes funèbres. C'était très long. Il y avait avec moi un jeune pompier que j'ai affecté à la circulation pour qu'il ne soit pas trop près du corps. »

**Avez-vous souvenir d'interventions émouvantes ?**

« Quand nous intervenons chez des personnes âgées qui me disent qu'elles veulent mourir, qu'on les laisse mourir... »

**Et des drôles ?**

« Il n'y en a pas beaucoup. Ah si ! Peut-être cette dame



Michel Galimard devant un camion d'intervention du CPI Arc-Remilly. Photo LBP/L. J.

« Nous avons fini par garder la clé de son domicile pour ne pas avoir à fracturer sa porte. »

**Michel Galimard, pompier**

âgée, seule, qui mettait son badge de secours sous son oreiller. Il s'est déclenché une bonne dizaine de fois, nous avions fini par garder la clé de son domicile pour ne pas avoir à fracturer sa porte ; elle était toujours étonnée de nous voir arriver. »

**Vous arrive-t-il d'intervenir sur un temps long ?**

« Oui, comme à Trochères, de 4 heures à 16 heures, pour un feu de pavillon heureusement sans victime, et également pour les feux de friches à Hauteville-lès-Dijon il y a trois ans, quand nous avons été appelés en renfort. »

**Enfin, quel regard portez-vous sur vos trente-deux années d'exercice ?**

« Une énorme évolution. À Remilly, nous avons démarré avec rien, mais rien de chez rien : un petit sac avec des pansements, un dévidoir, une motopompe, mais pas de véhicules. Maintenant, nous avons du matériel, des véhicules, des formations. Nous sommes passés de l'amateurisme à un niveau plus professionnel. »

**Laurent JACQUENET (CLP)**

## VELARS-SUR-OUCHE

## L'ancien site de l'Acodège sera ouvert à l'urbanisation

La modification du plan local d'urbanisme a été approuvée lors du dernier conseil municipal de Velars-sur-Ouche. L'ancien site de l'Acodège sera ouvert à l'urbanisation.

**À** l'ordre du jour du conseil municipal de Velars-sur-Ouche, mardi 26 octobre, figurait une délibération sur une procédure de modification du PLU (plan local d'urbanisme), approuvée le 21 décembre 2018.

« Cette modification, lancée en juillet 2020, avait pour objet d'ouvrir à l'urbanisation l'ancien site de l'Acodège, de modifier quelques points du règlement du PLU et de réajuster un zonage », a présenté le maire Thierry Jean. Cette procédure de mo-



Le site, qui a subi des dégradations, a été mis sous vidéosurveillance. Photo LBP/J.-L. B.

dification de droit commun s'inscrit dans une démarche réglementaire avec une concertation des personnes pu-

bliques associées (État, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement...), mais égale-

ment avec la population. « Trois réunions publiques ont ainsi été tenues, et une centaine de personnes y ont

participé. Le registre d'enquête mis à la disposition de la population a fait état d'une seule remarque concernant les maisons d'habitation à toiture-terrasse. Nous avons reçu un avis favorable sur l'ensemble de la procédure qui permettra d'avoir un site réhabilité, inscrit sur un principe de protection de l'environnement et d'une urbanisation maîtrisée. »

C'est à l'unanimité des élus, soit 18 voix, que ces modifications ont été adoptées.

À noter que l'ancien site de l'Acodège, inoccupé depuis plusieurs années, a fait l'objet de dégradations multiples et de squats. Le propriétaire actuel a été dans l'obligation de le mettre sous vidéosurveillance et de poser des barrières anti-intrusion.

**Jean-Luc BRETON (CLP)**